
EDITO

LUCIDE ET OPTIMISTE

Le nombre des retraités est important et représente une composante essentielle de la société d'aujourd'hui. C'est une composante dont les politiques ne semblent pas avoir totalement pris conscience de son importance sauf pour s'en servir comme alibi pour justifier des reculs sociaux pour l'ensemble des autres composantes de la société, les jeunes, les salariés.

Les retraités eux-mêmes n'ont pas pris conscience de leur force, de leur capacité à avoir un rôle essentiel à jouer dans les évolutions possibles et nécessaires qu'il faudrait impulser dans la société d'aujourd'hui. Certes il est très important de faire jouer la solidarité intergénérationnelle au niveau familial en aidant et soutenant les enfants, en s'occupant des petits-enfants. Toutefois ce type de solidarité intergénérationnelle est rendu d'autant plus indispensable que la société se construit sur un modèle et des valeurs qui sont très loin de celles qui permettraient de mettre en oeuvre une société moins individualiste, moins égoïste.

Pour faire vivre une société plus juste, plus humaine, le combat collectif reste une des seules armes que nous ayons pour nous faire entendre, pour faire prendre en compte nos demandes. A la différence des actifs nous ne perdons plus une journée de salaires quand nous sommes appelés à une journée nationale d'action. Cela ne nous coûte que de la volonté d'agir -loin du tristement célèbre « après moi le déluge »-, que de l'organisation assez facile à mettre en oeuvre afin de prévoir que ce jour-là, nous ne ferons aucune de ces choses qui nous occupent mais que très souvent l'on peut reporter.

Le problème de la baisse du pouvoir d'achat n'est pas un fantasme de syndicaliste. C'est un problème réel lié, au-delà de l'augmentation du coût de la vie, à une augmentation constante des charges qui résultent d'une constante dégradation des remboursements des soins médicaux et pharmaceutiques. Tout cela entraîne une dégradation des conditions de vie pour de nombreux retraités. C'est également une réalité.

Le 16 Octobre les syndicats avaient appelé à une journée nationale d'action sur ce thème. Dire que cette journée a été un immense succès ne serait pas le reflet de la réalité compte tenu du nombre de participants aux manifestations, aux rassemblements organisés au niveau local. Il est vrai que ce même jour les manifestations des agriculteurs, FNSEA, en tête ont occupé l'espace médiatique. A noter que ces agriculteurs victimes d'une idéologie politique qui est portée et soutenue par des élus députés, sénateurs, maires, conseillers généraux à qui, par ailleurs, très majoritairement, lors de toutes les élections, ils donnent leurs voix.

Le 16 Octobre a donc été ce que l'on pourrait qualifier d'une journée de militants et c'est déjà quelque chose de significatif, quelque chose qui a du sens comme l'on dit aujourd'hui. En effet, tous ceux qui ont participé à cette journée, partout en France, ont su entretenir la flamme de la contestation est c'est bien. Des remontées que nous avons eues il apparaît que des camarades du CLR de plus en plus nombreux ont répondu présents en participant aux différentes formes d'actions.

Il fallait donc bien appeler à cette journée du 16 Octobre et sur les revendications avancées et, il est encourageant de voir que le nombre de militants, tous syndicats confondus, est de plus en plus important pour agir pour la défense des intérêts des millions de retraités. Il reste à continuer d'espérer que ceux-ci la prochaine fois, seront nombreux à sortir de leur train-train pour se faire entendre.

REFLEXION SUR LA REVEDICATION SYNDICALE ET LES CONSEQUENCES QUE CELA ENTRAINE SUR LES EVOLUTIONS DU POUVOIR D'ACHAT

par Jean-Pierre Noiré

« LES SALAIRES LES PENSIONS AUGMENTENT EN POURCENTAGE, LES ECARTS SE CREUSENT,..... »

Bien que les augmentations des salaires et des pensions soient de plus en plus rares nous devons constater que l'écart entre les gros salaires et la base va grandissant. Il faut étudier une autre forme d'augmentation afin que l'ensemble des travailleurs et pensionnés obtienne une même augmentation.

Je pense que tout le monde faisant le calcul pourra constater que la situation devient de plus en plus critique, en particulier pour les petites catégories

Exemple de petits calculs édifiants :

<i>Un salarié, ou un pensionné, qui perçoit 1.500 € avec une augmentation de 1% touchera</i>	<i>1.515€</i>
<i>La seconde année, il aura</i>	<i>1.530,15€</i>
<i>10 ans plus tard avec une révision de 1% il touchera</i>	<i>1.657,74€</i>

Pour un pensionné ou un salarié à 3.000 € avec les mêmes augmentations

<i>La première année, il touchera</i>	<i>3.030,00€</i>
<i>10 ans plus tard, il aura</i>	<i>3.314,15€</i>

L'écart entre les 2 revenus (qui était de 3.000 - 1.550 = 1500 €) se creuse et passe à 1.656,41€

Les bas salaires se nourrissent, s'habillent, se chauffent et ont des frais fixes comme les gros salaires.

Je me souviens avant 1968 nous avons eu une augmentation fixe pour tout le monde. Cela me semblerait plus équitable.

Un écart entre chaque grade oui, mais ne faut-il pas faire cesser cet écart qui se creuse ?

Réponses aux réflexions de Jean-Pierre :

Dans le cadre de la journée nationale d'action du 16 Octobre dernier concernant la demande de revalorisation du pouvoir d'achat des retraités il y avait 2 revendications qui vont dans le sens de l'analyse faite par Jean-Pierre, pas de retraite inférieure au SMIC et une augmentation de 200 Euros pour tous.

De façon plus large et toujours à partir de l'analyse faite par Jean-Pierre, il faut rappeler que dans l'histoire des batailles syndicales et des revendications défendues, il est arrivé plusieurs fois que dans le cadre de la défense et/ou de l'amélioration du pouvoir d'achat nous ayons demandé et quelques fois obtenu des augmentations en couplant une augmentation en % pour tous et en plus l'obtention de points d'indices supplémentaires uniquement pour les rémunérations les plus basses. Une autre façon également d'éviter ce qu'il dénonce a été d'obtenir des revalorisations de certaines carrières comme par exemple la création du Nouvel Espace Indiciaire (N.E.I.) en fin de carrière pour cadre C.

Le combat incessant du SNUI a aussi toujours été tourné sur l'intégration des primes dans le calcul de la retraite et il faut noter que l'IMT que nous avons obtenue en 1989, qui compte pour la retraite, est uniforme pour tous les grades et représente donc une augmentation proportionnellement plus élevée pour les petits traitements que pour les plus élevés.

Ces réflexions autour de la manière d'augmenter les rémunérations ont toujours été au cœur des débats des organisations syndicales en général et du SNUI en particulier.

POUR VOUS FAIRE SUIVRE LES EVOLUTIONS DES STRUCTURES :

Le classement des structures comptables que sont les SIE et les SIP*

L'administration avait adopté une nouvelle terminologie en matière de classement des structures (C1, C2 et C3 correspondant respectivement aux structures sur-indiciées, 966 et 901- RP1 sur-indicié ou 966 et RP2 901) et, d'autre part elle avait procédé subrepticement au déclassement de certaines de ces structures qui sont devenues toutes comptables.

Cela était d'autant plus surprenant et incohérent que certains CDI classés « 966 » avaient pris en charge, depuis le dernier classement, les missions foncières de toute leur circonscription, puis le recouvrement lors du passage en SIP et qu'ils se retrouvaient étalonnés en catégorie C3 (ce qui correspond à l'indice 901 !).

Suite aux interventions du SNUI, l'administration a donné une suite favorable à ses demandes. L'impact des restructurations, l'extension du périmètre des missions, l'accroissement des charges et des responsabilités plaident d'ores et déjà pour un reclassement de certains postes. Les nouvelles compétences exigées pour tous les agents de tous grades rendent nécessaires des revalorisations de carrière.

*SIP=service des impôts des entreprises/SIE = service des impôts des particuliers (voir le bulletin n°26).

Le Réseau des Conservations des Hypothèques

Le maillage.

Selon ce qu'elle affirme la Centrale n'a nullement la volonté de bouleverser le maillage actuel.

Les 354 structures seront maintenues, sous réserve d'une « respiration » qui pourrait prendre la forme de quelques délocalisations (mais pas de suppression).

Le classement.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a demandé quel serait le classement des futures structures. Le Directeur a répondu que même si les choses n'étaient pas arrêtées, on peut supputer que le classement actuel (catégorie 1 à 6 selon les enjeux financiers) a vocation à changer.

Il y aura un classement (dont les conditions restent à définir) mais qui à l'évidence reposera sur les charges et les enjeux.

Les Emplois et l'informatisation :

Il y a eu 350 ETP (équivalent temps plein) supprimés en 2009 dans les conservations.

Avec la montée en puissance de Télé@ctes, ce rythme sera au moins maintenu voire accru en 2010.

-Pour Télé@ctes, l'objectif de la DGFIP est de parvenir à 80% de dépôt des actes en « régime de croisière », sans en dater précisément le terme, mais en insistant sur le fait qu'on est sur un « cycle de progression ».

-Numérisation. Après une période d'incertitudes sur la manière de gérer le flux des documents, et après avoir constaté que depuis 2008 il est plus important que prévu, la Centrale a rappelé que la numérisation effectuée par les CSI avait été très satisfaisante. La décision concernant le stock reconstitué depuis sera prise début 2010, mais ce ne sera pas une grande opération nationale comme la précédente.

La Responsabilité.

L'Etat va porter la responsabilité civile à compter du 01.01.2013. Il été précisé que l'Etat prendra aussi la responsabilité du suivi des litiges en cours au 31.12.2012 le cas échéant, et que le conservateur n'aura plus qu'un interlocuteur : l'Etat. Celui-ci pourra se retourner contre l'assureur.

Le devenir des Conservateurs actuels.

Le système actuel demeure avec des nominations jusqu'au 31.12.2012.

Le turn-over continuera d'être assuré par le maintien de la politique des engagements de départ à la retraite. Celle-ci constituera alors un instrument pour faire en sorte qu'il n'y ait qu'un minimum de conservateurs qui poursuivent leur activité au-delà du 1.01.2013.

Pour la rémunération, le ministre a pris la décision irrévocable de ne pas toucher au barème.

LE SNUI DEVRAIT DISPOSER D'UN SIEGE A LA COMMISSION EXECUTIVE NATIONALE DE LA FGR

En 2009, le Comité de Liaison des retraités a dépassé les 2000 Adhérents. Ceci a des conséquences sur la représentativité du SNUI au sein de la Commission exécutive Nationale (CEN) de la FGR.

En effet celle-ci est composée de :

- 1) 16 Délégués Nationaux élus par le congrès. A noter que Christian Steenhoudt fait partie de ces 16 et qu'il a été élu, intuitu personae, lors du congrès de Nancy en 2008. La CEN élit les 5 Membres de son bureau national parmi ces 16 élus,
- 2) 22 Délégués régionaux,
- 3) des Délégués des syndicats membres de la FGR ayant plus de 2000 Adhérents. Dans la composition actuelle de la CEN, siègent 3 délégués désignés par leur syndicat et qui représentent le SNES, le SNUIPP, le SE-UNSA.

Le 14 Octobre dernier, après lecture et analyse des statuts de la FGR, Christian Steenhoudt, en qualité de Président du CLR-SNUI, a envoyé un courrier à Annick Merlen, secrétaire Générale de la FGR, pour lui faire part de notre analyse de la lecture de ces statuts.

Cette lecture et l'analyse des statuts font ressortir que c'est dans le chapitre « organisation et administration » de la FGR que l'article 8 précise, sans autre condition de forme, que les syndicats ayant plus de 2000 Adhérents ont de droit à un siège à la CE Nationale.

Il faut souligner que si par ailleurs, dans un autre chapitre, consacré à « l'organisation du Congrès », il est fait référence dans l'article 16, à la méthode pour déterminer, pour chaque syndicat membre, son nombre de mandats au congrès, méthode qui consiste à prendre en compte la moyenne des adhérents des 2 dernières années, cet article 16 est à considérer comme élément traitant simplement des modalités de vote au congrès.

Dans son courrier à la SG de la FGR, le Président du CLR considérait donc que pour sa part l'article 8 devait s'appliquer stricto sensu et que l'article 16 ne pouvait pas être opposable aux termes fixés dans l'article 8.

Suite à ce courrier Annick Merlen, la secrétaire générale de la FGR, a informé le Président du CLR que le Bureau National de la FGR partageait notre analyse et que le SNUI serait donc représenté en tant que tel, avec l'attribution d'un délégué à la CEN de la FGR après le congrès de PAU en 2010.

Pour sa part, Christian Steenhoudt ayant été élu parmi les 16 délégués nationaux lors du dernier congrès, c'est donc un autre camarade du CLR qu'il faudra désigner pour nous représenter au sein de la CEN. Il est évident que ce camarade sera choisi parmi les membres du bureau du CLR.

Cette représentativité officielle du SNUI dans l'organisme directeur de la FGR, structure reconnue comme représentative au même titre et au même niveau que les Unions Confédérales de Retraités, est à considérer comme une reconnaissance à mettre au crédit de la politique de fidélisation décidée et entreprise depuis 3 ans et grâce aux camarades qui continuent de faire confiance au SNUI pour défendre encore et toujours leurs intérêts matériels et moraux.

LES ORGANISMES INSTITUTIONNELS DANS LESQUELS SIEGENT LES REPRESENTANTS DE LA FGR-FP POUR DEFENDRE VOS INTERETS :

Le CNRPA, LE COMITE NATIONAL DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES :

La position exprimée par les représentants de la FGR-FP dans le CNRPA.....

Depuis la sortie du décret du 26 mai 2006 modifiant le fonctionnement du CNRPA celui-ci n'a cessé de réclamer la mise en œuvre d'une des nouvelles missions qui lui sont confiées « constituer et animer des commissions régionales ». Une réponse officielle parvenue du directeur de cabinet de la ministre en charge des personnes âgées apporte quelques précisions mais on est très loin de la satisfaction de notre revendication, qui est la création d'un véritable échelon régional entre les CODERPA (voir ci-dessous) et le CNRPA. Le courrier adressé par le directeur général de l'action sociale aux Préfets de région précise les modalités de mise en place des « groupes de travail animés par le CNRPA en région ».

Pour nous c'est un nouveau recul car les représentants des retraités et personnes âgées seront marginalisés. Un seul parmi les seize organisations sera retenu pour chaque CODERPA. De plus il sera désigné par le Président du Conseil Général. Enfin l'association aux chantiers relevant de la compétence du Préfet de région est réduite à un seul membre désigné de la commission régionale. Autant dire que le risque est grand qu'aucun représentant des retraités et personnes âgées ne puisse exprimer son avis dans chaque région.

Certes, cette nouvelle structure est préférable à l'absence totale de contacts entre les CODERPA, le CNRPA et la région, mais il reste beaucoup à faire pour une véritable participation des retraités et personnes âgées aux réflexions régionales sur les dossiers qui les concernent.

LES CODERPA : LES COMITES DEPARTEMENTAUX DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES. ROLE ET POSITIONS DE LA FGR :

Les comités départementaux des retraités et personnes âgées (CODERPA) ont été créés en 1982 sur les principes identiques à ceux du comité national (CNRPA) à savoir une composition fondée sur 3 collèges, le premier constitué essentiellement d'élus, le second composé des seize associations représentatives de retraités (dont la FGR-FP), le troisième comprenant des « personnalités qualifiées », surtout des professionnels du secteur des personnes âgées. Malheureusement nous n'en sommes plus là depuis la loi N°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales. Son article 57 traite du CODERPA pour chaque département :

"Le CODERPA est une instance consultative placée auprès du président du conseil général. La composition et les modalités de fonctionnement des CODERPA qui réunissent notamment des représentants des associations et organisations représentatives, sur le plan local, des retraités et personnes âgées, sont fixées par délibération du conseil général. Les membres du comité sont nommés par arrêté du président du conseil général".

C'est donc ce texte qui s'applique depuis août 2004. Il laisse la liberté totale au Président du Conseil général de constituer et de faire fonctionner son comité comme il l'entend.

Il a fallu plusieurs années pour mettre en place les CODERPA « nouvelle formule ». Dans les départements, la FGR-FP est présente dans tous les comités par ses délégués (en général un(e) titulaire et un(e) suppléant(e)) dont un nombre déjà significatif de camarades du SNUI.

Le rôle du CODERPA :

« Le CODERPA constitue un lieu de dialogue, d'information, de réflexion et de proposition. Il est consulté sur les projets d'application territoriale des textes réglementaires concernant les personnes âgées tels que : politique de prévention, soutien aux personnes en situation de handicap, en établissement et à domicile, coordination gérontologique, qualité des prises en charge, des services et établissements. Il peut débattre de sa propre initiative de toute question concernant les personnes âgées. Il peut se voir confier, par le président du Conseil Général, toute mission au bénéfice des personnes âgées. Il établit, chaque année, un rapport sur la mise en œuvre des programmes intéressant les personnes âgées. ».

La FGR organise des stages nationaux de formation de ses délégués siégeant dans les CODERPA.

Les brèves d'AGEANOFISC ...

Bien que rentré de vacances depuis un bon moment déjà, Agéanofisc a bien du mal à se remettre à nous faire part de ses brèves.

En suivant pourtant sa dernière production light.

- A lu dans le journal gratuit d'annonces qu'il reçoit toutes les semaines l'annonce suivante « **recherche jeune homme ou jeune fille entre 18 et 25 ans, ayant au moins travaillé pendant deux ans pour versement du RSA. Ecrire à M.H 5 avenue de Ségur 75034 Paris cedex 07** »

- Se demande comment va faire son voisin, âgé de 84 ans, habitant un village où ne passe que le boulanger et dont la première supérette se situe à 12 km. De plus, si l'hiver est rigoureux, sa consommation de fuel ne va sûrement pas diminuer. Avec sa pension de 1000 euros par mois, il devra faire face dès janvier prochain à la taxe carbone. Enfin, bon prince, «l'omniprésident» lui a promis qu'on lui reverserait royalement 61 euros étant donné qu'il habite la campagne.

- A appris que le congrès extraordinaire du SNUI aurait lieu à Créteil le 9 décembre. Dans les consignes du BN, est-il prévu de se faire vacciner contre la grippe H1N1? Les congressistes devront-ils se munir de masques et de gel hydro alcoolique ? Il est peut être encore temps de demander conseils à Roselyne.....

- A suivi les feuillets de tous les bals de tous les faux-culs : celui concernant Clearstream, et n'a rien appris de ce qu'il ne savait (merci le Canard Enchaîné) déjà de cet ultime avatar des relations Chirac-Sarkozy, celui à propos de Mitterrand qui lui a appris par contre que la langue française était riche en synonymes, et celui du fils qui parle à son père, ce père qui au lieu de lui proposer un boulot pas terrible, ferait mieux de lui faire réviser son droit pour qu'il réussisse enfin, alors qu'il l'a triplée, sa 2^{ème} année de droit.

Un épisode du 16 Octobre, La place DELILLE à Clermont-Ferrand.

Cette petite place a une très longue histoire. En l'an de grâce 472, Sidoine APPOLINAIRE, évêque de Clermont, à la tête d'une armée arverne, en avait interdit l'accès aux hordes wisigothes qui voulaient s'y installer. En l'an de grâce 1095, notre bon pape URBAIN II et son copain Pierre l'Ermite y avaient prêché la 1^{ère} croisade vers la terre sainte, à l'issue du concile de Clermont

En cette année 2009 et plus précisément, le 16 OCTOBRE, c'est là que les retraités d'Auvergne avaient fixé le lieu de leur ralliement avant d'aller manifester leur mécontentement. Les étourdis ! Ils n'avaient pas compté avec les paysans. Depuis le début de la matinée de cette mémorable journée, les exploitants de la FNSEA avaient envahi la ville, avec 450 tracteurs et engins plus gros les uns que les autres, après avoir bloqués tous les grands axes routiers conduisant à Clermont-Ferrand. D'où la nécessité de tout annuler sine die. Les temps ont bien changé. Aux temps les plus anciens, les plus gueux d'entre les gueux, les serfs, laboureurs ou bûcherons demeuraient assidus aux tâches qui les asservissaient. Pas question d'aller commettre, à Clermont, place Delille, comme ces mécréants de culs-terreux de la FNSEA, un rassemblement incongru de charrettes et de chariots.

MORALITE : Camarades retraités, sans tracteurs il est vain de vouloir prétendre à manifester. Qu'on se le dise !!

Jacquou le Croquant

C'est grave Docteur !!!!

Il est loin le temps où le médecin disait à la mère de famille qui n'avait pas la Sécurité Sociale « vous achèterez un steak aux enfants » ou bien qui ne faisait payer qu'une visite quand il avait ausculté tous les membres de la famille. Aujourd'hui, il ne fait pas bon être pauvre même si on bénéficie de la Couverture Maladie Universelle. Sans être pauvre, il vaut mieux comme on dit « avoir une bonne mutuelle ».

Les dépassements d'honoraires, c'est-à-dire les honoraires demandés au-delà des tarifs de remboursement de la Sécurité Sociale, représentaient 2 milliards d'euros en 2005. Ils ont doublé en moins de 15 ans en valeur réelle soit du fait d'une hausse du taux de dépassement soit du fait de l'augmentation du nombre de praticiens se mettant en secteur 2. Des études ont été menées : «le taux moyen de dépassement des praticiens en secteur 2 est de 181% des tarifs conventionnels pour les neurochirurgiens, 99% pour les chirurgiens, 87% pour les ophtalmologues, 86% pour les gynécologues, 79% pour les dermatologues et 73% pour les psychiatres. Au sein d'une même spécialité, les disparités sont également très élevées : 90% des ophtalmologues pratiquent des taux de dépassement de plus de 27% alors que 10% ont un taux de dépassement supérieur à 119% ; pour la moitié des chirurgiens de secteur 2, le taux de dépassement est au plus de 49%, mais 10% d'entre eux ont un taux supérieur à 229% ». Parmi les médecins spécialistes les plus gourmands seraient les ophtalmologues et les gynécologues.

Les assurés sociaux en général acceptent cette charge supplémentaire en pensant qu'elle garantit une qualité supérieure de soins. En réalité, ce système est également inéquitable pour les médecins car il introduit des disparités de rémunération qui ne sont pas toujours justifiées par des différences de diplômes ou par une participation active des professionnels de santé, ayant pour objet d'améliorer leur pratique de santé.

On assiste à un recul de la solidarité nationale, contraire aux principes fondateurs de la Sécurité Sociale malgré les mesures qui ont été prises telles que la CMU. Au 31 décembre 2008, 4,2 millions de personnes bénéficiaient de la CMU, pouvant ainsi accéder au système de soins public ou privé sans avance de frais. Le professionnel de santé est payé au tarif conventionnel sans dépassement d'honoraires.

Une étude, dite de «testing» a été effectuée avec des comédiens. Le premier téléphonait en précisant qu'il bénéficiait de la CMU. Ensuite un autre appelait sans donner d'informations sur sa couverture sociale. Le premier se voyait répondre « non je ne prends pas ça », « en principe non mais venez quand même », « ça ne m'arrange pas mais on n'a pas le choix », « les rendez-vous à la CMU, c'est le docteur qui les fixe, allez à l'hôpital », « essayez plutôt un dispensaire », « la CMU, je ne cours pas après » alors que le second comédien obtenait un rendez-vous sans problème. Bien entendu, refuser quelqu'un parce qu'il bénéficie de la CMU est illégal mais les praticiens concernés font état des lourdeurs administratives, de la paperasse et du délai de remboursement quand le médecin n'est pas informatisé. En réalité, la raison reste essentiellement d'ordre financier car le médecin ne peut pratiquer de dépassements d'honoraires ou faire payer la prothèse au prix qu'il veut. Comme le disent les auteurs de l'étude, « dans bien des cas, les refus ne sont pas opposés à une catégorie de patients mais à leur capacité à payer des dépassements d'honoraires ou une prothèse aux tarifs pratiqués par les dentistes ». Certains professionnels de santé renvoient comme nous l'avons dit plus haut sur l'hôpital public qui la plupart du temps proposera un rendez-vous éloigné car il n'est pas question de passer en « privé ». Le pays s'engage ainsi, si ce n'est déjà fait, vers une médecine à deux vitesses. Les cabinets de ville pour les uns et l'hôpital public ou les dispensaires pour les plus défavorisés.

Michel SOUFFLET

DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DU CONGRES DE LA FGR EN 2010.

Ci-dessous, soumise à votre réflexion, la motion présentée à la CE de la section de la FGR de l'Isère par Francis Pernois, adhérent du CLR-SNUI.

« Nos générations ont eu à vivre dans un univers économique et social largement inspiré par les orientations du programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

Ces principes ont très largement guidé l'action des gouvernements de l'après-guerre. Ceci ne signifie pas que tout allait toujours dans le sens souhaité par les forces sociales ; des luttes ont été nécessaires pour infléchir des décisions ou gagner des droits nouveaux. Mais, jamais, une remise en cause des principes humanistes et républicains qui fondent notre culture n'avait été entreprise comme depuis 2007.

La crise que nous connaissons ne marque pas, comme certains veulent le faire croire, la fin du modèle de société que nous avons soutenu. Pour nous, les acquis sociaux demeurent des leviers de la modernisation économique et du progrès social.

Les périodes de crise sont des moments où l'histoire hésite : cette fragilité est opportune pour développer de nouvelles idées, modeler de nouveaux concepts, imaginer une autre société.

Ceux-là même qui nous ont plongés dans la crise, voudraient mettre à profit cette période de doute, d'incertitudes pour renforcer et accélérer des projets qui sont à l'opposé de nos valeurs. Nous devons continuer à nous y opposer avec fermeté.

Il ne nous appartient pas de nous substituer aux politiques, il ne s'agit pas de développer des causes partisanses. Il ne s'agit pas non plus d'un combat nostalgique.

Nous avons une responsabilité particulière, compte tenu de l'histoire du mouvement social, de nos engagements et de nos combats d'hier, pour continuer à faire vivre les principes énoncés dans le programme du CNR, les décliner en tenant compte des évolutions, être force de nouvelles propositions

Avec une ambition intacte, nous avons, en notre qualité de retraité, une obligation de témoigner, une responsabilité d'alerter, un devoir de s'opposer et de proposer.

La question qui nous est posée est double :

- 1) Celle de notre responsabilité vis-à-vis des jeunes générations pour témoigner de nos luttes et de l'actualité des idéaux de démocratie économique, sociale et culturelle,**
- 2) Celle de notre volonté de porter des revendications ambitieuses, non pour «limiter la casse», mais pour projeter un autre modèle de société fondé sur la régulation, la solidarité, l'humanisme.**

C'est dans cet esprit que, pour la préparation du Congrès de Pau de la FGR-FP en juin 2010, nous proposons de mettre en place une commission pour faire évoluer (si nécessaire) le préambule de notre motion revendicative. La commission aura pour objectif :

- une analyse des principes du programme du CNR et de nos valeurs à la lumière des évolutions et des besoins actuels,**
- en lien avec les autres commissions, l'approfondissement d'un certain nombre de propositions dans nos domaines de compétences : éducation, fiscalité, protection sociale ...».**

NB : Je suis bien entendu à l'écoute des camarades du SNUI pour répondre à leurs observations et écouter leurs propositions.

Francis PERNOIS

francis.pernois@free.fr